



**RAPPORT FINANCIER
CONSOLIDÉ**

2013

VILLE DE LAVAL
(PROVINCE DE QUÉBEC)

RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

2013

Conseil municipal	3
Rapports	
Lettre de présentation.....	4
Rapport du vérificateur général	5
Rapport de l'auditeur indépendant.....	6
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes.....	7
Excédent de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation de la dette nette par organismes	10
Situation financière par organismes.....	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes.....	13
États financiers consolidés	
État consolidé des résultats.....	14
État consolidé de la variation de la dette nette	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie.....	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent accumulé consolidé	19
Avantages sociaux futurs consolidés.....	20
Endettement total net à long terme consolidé	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Taux global de taxation réel	27
Renseignements supplémentaires non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement....	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée.....	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé.....	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé.....	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Renseignements supplémentaires	41
Endettement net à long terme consolidé	43
Questionnaire	44
Autres données.....	45

Maire

Marc Demers

Président du Comité exécutif

Districts électoraux**Conseillers**

1. Saint-François	Jacques St-Jean	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Paolo Galati	
3. Val-des-Arbres	Christiane Yoakim	Présidente du Conseil municipal
4. Duvernay - Pont-Viau	Stéphane Boyer	
5. Marigot	Daniel Hébert	
6. Concorde - Bois-de-Boulogne	Sandra Desmeules	Membre du Comité exécutif
7. Renaud	Raynald Adams	Membre du Comité exécutif
8. Vimont	Michel Poissant	
9. Saint-Bruno	David De Cotis	Vice-président du Comité exécutif
10. Auteuil	Jocelyne Frédéric-Gauthier	
11. Laval-des-Rapides	Pierre Anthian	
12. Souvenir - Labelle	Jean Coupal	
13. L'Abord-à-Plouffe	Vasilios Karidogiannis	
14. Chomedey	Aglaia Revelakis	
15. Saint-Martin	Aline Dib	
16. Sainte-Dorothée	Ray Khalil	
17. Laval-les-Îles	Nicholas Borne	
18. L'Orée-des-Bois	Alain Lecompte	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Gilbert Dumas	
20. Fabreville	Michel Trottier	
21. Sainte-Rose	Virginie Dufour	Membre du Comité exécutif



À Monsieur le Maire,
Aux membres du Conseil,

Conformément à la Loi sur les cités et villes et à la Charte de la Ville de Laval, j'ai l'honneur de déposer le rapport financier consolidé de la Ville de Laval pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

J'atteste de la véracité dudit rapport financier qui a été audité par le vérificateur général de Laval et l'auditeur indépendant nommé par le Conseil.

J'apporte à votre attention qu'une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert a été mise en place en 2013. L'interprétation de cette nouvelle norme, présentée au rapport financier consolidé 2013, diverge de celle du vérificateur général et de l'auditeur indépendant. Cette divergence concerne principalement la notion d'autorisation des transferts par le cédant qui fait aussi l'objet d'interprétations diverses au sein de la profession comptable. Des précisions devraient être apportées au cours de l'année 2014 par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. La Ville suivra de près le déroulement de ces travaux de normalisation.

J'attire également l'attention sur la note 27 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 qui présente les incertitudes découlant des enquêtes en cours.

L'assistante directrice des finances et trésorière adjointe,

Sylvie Monette, CPA, CA

Le 17 juillet 2014

Service des finances

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Laval au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention à la note 3 des états financiers consolidés, qui explique que certaines informations comparatives de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été redressées.

J'attire également l'attention sur le fait que la Ville de Laval inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice à des fins fiscales, la ventilation de l'excédent accumulé ainsi que sur l'endettement total net à long terme. De plus, la présentation de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMROT.

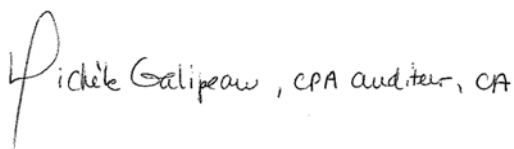
Autres points

Comptabilisation des paiements de transfert

Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. Le fondement de mon opinion avec réserve exprimé ci-dessus découle de mon interprétation de cette nouvelle norme.

La nouvelle norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à titre de revenu ou de charge lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation concernant les paiements de transfert. Je considère que les représentants des gouvernements, tout comme ceux de la Ville, sont habilités à négocier et à conclure des ententes valides et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon moi, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus ou versés.

Le vérificateur général,

A handwritten signature in black ink that reads "Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA". The signature is written in a cursive style.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Laval, le 17 juillet 2014

Ö^|| æ^ÁÜÉÉÉÉÉÉÉÉÉÉÉÉÉÉÉÉ
Š•Á/|'!•Á/|q { } @Á
G | €Á[~|ÉÖæ a|ÉÉ @•| }Á
Ó'!^æ ÁCFÉÁ
ŠææÁÜÖÁR| VÁG|HÁ
ÖææææÁ
Á
V..|ÉÁÁ| €ÉÍ| ÉÍ €ÉÁ
V..|.ŠÉÁÁ F| ÉÍ GÉ J| | Á
., , É^|| æ^BæÁ
Á

Le 17 juillet 2014

À Monsieur le Maire,
Aux membres du Conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Laval, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville de Laval n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à payer à diverses entités ayant satisfait aux critères d'admissibilité et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement versés en vertu d'ententes approuvées par le comité exécutif, soit l'instance de la Ville de Laval ayant le pouvoir habilitant d'autoriser les paiements de transfert à payer. Ces paiements de transfert sont actuellement présentés à titre d'obligations contractuelles dans la note 18 des états financiers consolidés de la Ville de Laval. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert qui en prévoit la comptabilisation par le cédant lorsqu'ils sont autorisés à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2013 et 2012 sont les suivantes :

	Surévaluation / (Sous-évaluation)	
	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
<i>État consolidé de la situation financière</i>		
Créditeurs et charges à payer	(7 592 384)	(7 932 694)
Dette nette	(7 592 384)	(7 932 694)
Excédent accumulé	7 592 384	7 932 694
<i>État consolidé des résultats</i>		
Charges de fonctionnement	340 310	1 430 031
Excédent de l'exercice	(340 310)	(1 430 031)
Redressement aux exercices antérieurs	7 932 694	9 362 725
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	7 592 384	7 932 694

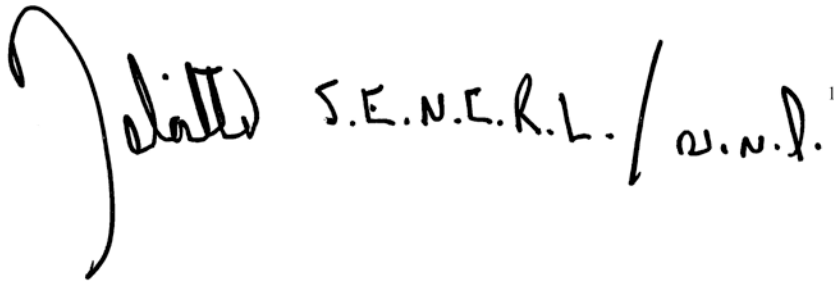
Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Laval au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention à la note 3 des états financiers consolidés, qui explique que certaines informations comparatives de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été redressées.

Nous attirons également l'attention sur le fait que la Ville de Laval inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. Cependant, la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMROT.

 J. J. J. S.E.N.C.R.L. / v.v.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A105976

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Table with columns: Réalisations 2012 (Administration municipale), Budget 2013 (Administration municipale), Réalisations 2013 (Administration municipale, Ventilation de l'amortissement, Organismes contrôlés), Total consolidé 1. Rows include Revenus (Fonctionnement, Investissement) and Charges.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	F	Áì Áî Áì Áì GÁ	ÁGGÁî HÁJ €Á	Á FÁFî Áî JÁ	Á ÁG HÁÍ GÁ	Á Á €ÁHGÁ	Á Á €ÁHGÁ
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
OB~ ā ā̃ }							
ÁÁÁ { ā ā d ā̃ } Á . . . l.ā̃	G Ç	ÁHÁFFÁÍ GÁD Ç	ÁJÁ €Á €€ÁD Ç	Á Áî GÁÍ GÁD Ç	D Ç	Á Áî GÁÍ GÁD	Á Áî GÁÍ GÁD
ÁÁU. & í ā. Á ~ à í ~ ^	H Ç	Á Áî Á Gí ÁD Ç	Á í Á í Á €€ÁD Ç	Á HÁÍ Á Gí ÁD Ç	D Ç	Á HÁÍ Á Gí ÁD	Á HÁÍ Á Gí ÁD
ÁÁV!ə̃ •] [í c	I Ç	Á HÁFí Á Hí ÁD Ç	Á HÁí €Á €€ÁD Ç	Á JÁGí Á í JÁD Ç	Á í Á Gí Á Fí GÁD Ç	Á í Á Gí Á Fí GÁD	Á í Á Gí Á Fí GÁD
ÁÁP * ā ~ ^ Á ~ Á ā̃	í Ç	Á Á HÁFÁI €ÁD Ç	Á í FÁÍ HÁ €€ÁD Ç	Á €ÁÍ HÁ Gí ÁD Ç	D Ç	Á €ÁÍ HÁ Gí ÁD	Á €ÁÍ HÁ Gí ÁD
ÁÁUə̃ c. Á Á ā̃ } É-d^	î Ç	D Ç	D Ç	D Ç	D Ç	D Ç	D
ÁÁQ . . . ə̃ ^ { ^ } dÁ í ā̃ ā { ^ Á Á . . ç ^ []] ^ { ^ } c	ï Ç	Á FJ Á í ÁD Ç	Á Hí Á Gí ÁD Ç	Á í JÁ Gí ÁD Ç	Á HÁÍ ÁD Ç	Á í FÁ í GÁD	Á í FÁ í GÁD
ÁÁS í ā . Á Á . í c ! ^	ì Ç	ÁJ Á Gí Á í ÁD Ç	Á Hí Á Gí Á €€ÁD Ç	Á Á í HÁ Fí HÁD Ç	Á FÁ í GÁD Ç	Á Á í HÁ Fí ÁD	Á Á í HÁ Fí ÁD
ÁÁU . . ^ ə̃ Á Á C. í & d ā̃ . .	J Ç	D Ç	D Ç	D Ç	D Ç	D Ç	D
	FE Ç	Á Gí GÁÍ Á Á í ÁD Ç	Á Fí Á í FÁ €€ÁD Ç	Á í €Á HÁ Gí Fí ÁD Ç	Á í Á Gí €Á HÁJ ÁD Ç	Á í Á í HÁ í ÁD	Á í Á í HÁ í ÁD
Propriétés destinées à la revente							
OB~ ā ā̃ }	FF Ç	ÁJ Á Fí ÁD Ç	D Ç	Á Á í HÁD Ç	D Ç	Á Á í HÁD	Á Á í HÁD
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
{ ā . ā̃ } Á ~ Á ~ ā̃ }	FG Ç	Á Gí Á í ÁD Ç	D Ç	Á í Á í GÁD Ç	Á FÁ í HÁ Gí ÁD Ç	Á FÁ í JÁ FJ ÁD	Á FÁ í JÁ FJ ÁD
Financement							
Q̃ ə̃ & { ^ } dÁ { ^ } * Á { ^ Á . . Á Á . . Á Gí ç ^ . cā . ^ { ^ } c	FH	Á HÁ Hí Á Gí Á	Á €Á JÁ í Á €€Á	Á FÁ Gí JÁ í Á	Á Á í €Á í €Á	Á í Á í €Á í Á	Á í Á í €Á í Á
Affectations							
OBç ā . . Á Á Á { & ç } ^ { ^ } c	FI	Á JÁ Hí Á Gí Á	Á Á í Á €€Á	Á Á Fí Á Gí Á	Á FÁ í GÁ HÁ	Á Á JFÁ í FÁ	Á Á JFÁ í FÁ
Òc & . ā ^ } dÁ & { ~ } . . .	FÍ	Á HÁ í HÁ í €Á		Ç €€Á €€Á	Á FÁ í Á Fí Á	Á í Á Fí Á	Á í Á Fí Á
ÁÁO c & . ā ^ } dÁ { & ç } ^ { ^ } dÁ []] Á € ^ & c . .	FÍ						
ÁÁO c & . ā ^ } dÁ { & ç } ^ { ^ } dÁ Á € ^ & c . .	FÍ	Á í Á Gí Á HÁ GÁ	Á JÁ HGÁ €€Á	Á GÁ í €Á Fí Á		Á GÁ í €Á Fí Á	Á GÁ í €Á Fí Á
ÁÁU . . ^ í ç ^ Á ā̃ ā̃ + ^ Á Á } ā . Á . . í ç . .	FÍ	Á FJ Á í Á í Á	Á í Á JÁ €Á €€Á	Á í Á í JÁ Gí Á	Á GÁ Hí Á í Á	Á GÁ í Á Gí HÁ	Á GÁ í Á Gí HÁ
	FJ	Ç €Á Gí Á Hí D	Ç GGÁ í HÁ €€Á	Ç GÁ Gí Á Fí D	Ç Á Gí Á JÁ D	Ç JÁ FFÁ í D	Ç JÁ FFÁ í D
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	GE	Á Gí Á í Á í Á	ÁÁ	Á í Á FFA í GÁ	Ç GGÁ €í D	Á í Á í JÁ Gí Á	Á í Á í JÁ Gí Á

ÁÁÁ Á í ç { & } • [í ā . Á c & í dÁ { & ç } • Á . & ç [] ~ ^ Á dÁ { & ç } Á ~ } ā̃ ā̃ + ^ Á Á } ā . Á . . í ç . .

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Opérations de gestion courante	F	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de trésorerie	G	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de patrimoine	H		11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de personnel	I		11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de matériel	J	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de services	FE	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de transports	FF	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de bâtiments	FG	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de services sociaux	FH	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de services culturels	FI	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Activités d'investissement en immobilisations					
Opérations de gestion de biens immobiliers	FI Ç	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de biens mobiliers	FI	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Activités de placement					
Opérations de gestion de placements financiers	FI Ç	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de placements immobiliers	FJ	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de placements mobiliers	GE	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de placements immobiliers	GF	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de placements mobiliers	GG	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Activités de financement					
Opérations de gestion de capitaux propres	GH	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de dettes financières	G Ç	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de dettes financières	G	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de dettes financières	G	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de dettes financières	G	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de dettes financières	G	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de dettes financières	G	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Opérations de gestion de dettes financières	G	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	HE	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	HF	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	HG	11 411 111	11 411 111	11 411 111	11 411 111

F: * a { ^ S a a a ; Ç: a ^ A . . : * l a a a ; FI: a ^ A . . : * l a a a ; GE: a ^ A . . : * l a a a ; GF: a ^ A . . : * l a a a ; GG: a ^ A . . : * l a a a ; GH: a ^ A . . : * l a a a ; G: a ^ A . . : * l a a a ; HE: a ^ A . . : * l a a a ; HF: a ^ A . . : * l a a a ; HG: a ^ A . . : * l a a a

UFH

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>Réalisations 2012</u> Administration municipale	<u>Budget 2013</u> Administration municipale	Administration municipale	<u>Réalisations 2013</u> Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	F	ÁÇFÌ ÁÍ FÂÌ Ì Á	ÁÇFÁÍ Í Á ÈÉÁ	ÁÇH Á Í HÁ ÈÇÁ	Á ÈÁ Í HÁ JFÁ	ÁÇÍ Á Ì Í Á ÈJHÁ
Charges sociales	G	Á FÁÇ Í ÁÇ Í JÁ	Á Ì Á HÁ ÈÉÁ	Á Í Á ÈÍ Á Ì Á	Á ÈÍ Á ÈÍ GÁ Í HÁ	Á ÈF FÁ Í JÁ HJÁ
Biens et services	H	Á È Ì Á FÇÁ ÈÍ Á	Á È Í F Á Í FÁ ÈÉÁ	Á È Í ÁÇ Ì Á Í JÁ	Á ÈÍ Á ÈH Á Ì Í Á	Á ÈJ JÁ Í Í Á ÈÉÁ
Frais de financement						
Qc. !-o Á çé d^ Á çä Á Ì Á çä ^ ç Á Ç { } * Á ç { ^ e Á ç ä ç ç ^	i	ÁÇ Á ÈJ Á J Í Á	Á HÁ ÈÍ Á ÈÉÁ	ÁÇ ÁÇ FÁ F Í Á	Á ÈÍ ÁÇ Í Á	ÁÇ Á Í Í Á Í HÁ
Á Ç Ç ç d^ Á Ì * ç ä { ^ Á Ì } ç ä ç ç	í	Á È Á Ì Í Á JFÁ	Á Ç Á ÈHÁ ÈÉÁ	Á Ç Á Ç HÁ H Í Á	Á ÈÁ ÈÍ GÁ ÈÍ Á	Á HÁ Í Í Á Í FÁ
Á Ç Ç Á [^ ç ! } ^ { } ç ä ^ Á ~ .. à ^ & Á ç Á ^ Á } d^ } í ä ^	î					
Á Ç Ç ç d^ Á ç ä !	ï					
CE d^ Á ç ä Á ^ Á ç ä ç & { ^ } c	i	ÁÇ HÁ Í Í Á Í GÁ	ÁÇ HÁ FÇÁ ÈÉÁ	ÁÇ Á Í Í Á Í GÁ	Á ÈÍ Á Í HÁ	Á ÈÁ Í Í ÁÇ F Í Á
Contributions à des organismes						
U!* ə ə ā { ^ Á Ì } ç ä ç ç ç	J	Á Á Í J Á ÈÍ Á	Á Á È Í Á ÈÉÁ	Á Á Í ÈÁ Ç Í Á		Á Á Í ÈÁ Ç Í Á
Á Á Í [ç Á È ç ç	FÈ	Á Í Á Í ÈÁ ÈÉÁ	Á Í Á Í ÈÁ ÈÉÁ	Á Í Á Í ÈÁ ÈÉÁ		Á Á
Á Á Ç È d^	FF	Á Ç Á ÈJ Á F Í Á	Á Ç Á ÈÍ Á ÈÉÁ	Á Ç F Á H Í Á Í HÁ	Á Á F F Á F Í Á	Á Ç Ç Á ÈÇ Á Í Í Á
CE d^ Á Ì * ç ä { ^						
Amortissement des immobilisations	FG	Á ÈÍ Á Í ÇÁ Í Í Á	Á ÈÍ Á Í Í Á ÈÉÁ	Á ÈÍ Á ÈÍ ÁÇ FJÁ	Á È F Á J Í Á ÈJ GÁ	Á È F Í Á HÁ Í GÁ
Autres						
Á Á È Ç ç Á !	FH	Á Á ÇÇ F Á J Í Á	Á È F ÁÇ Í Á ÈÉÁ	Á Á Ç HÁ Í FÁ	ÇÇ ÇÁ ÈÍ F D	Á Á È F Á ÈÍ ÈÁ
Á Á È	FI					
Á Á È	FI					
	FÍ	Á Ì J ÁÇ HÁ È F Á	Á H Í Á J Í Á ÈÉÁ	Á Í Ç Á È Í ÁÇ ÈÁ	Á È Í Á Í J HÁÇ HÁ	Á Ç HÁ Ç G Á F Í Á

FÈS^ Á ç ç ç { } . [í ä .. Á ç ä } ç Á ^ Á Ì .. í ç ä } . Á .. ç ä í [~ ^ Á } d^ Á ç ä { ç ä ç ä ç } Á Ì } ç ä ç Á ç Á ^ Á Ì * ç ä { ^ Á Ì } d f l .. È

UFH

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Ü^á!^...!^Á [ɔ^ÁĚ				
Revenus				
Vəç^•	F	Â FJÁĭ HÁ ěĚÁ	Â Ğ Â Ĩ Á Ĩ Ĩ Á	Â FHÁ Ĩ JÁ Ĩ Á
Ô[{] ^ } • əđ } • Ā } əđ ɔ^~ Ĥ^ Áəç^•	G	Ā Ĩ Ā Ĩ ĞÁ ěĚÁ	Ā Ĩ Ā Ĩ ĞÁ Ĩ Á	Ā Ĩ Ā Ĩ ĞÁ Ĩ Á
Ů [ɔ^ Ĩ əđ ɔ^ Á	H		Ā	Ā
V!əđ • ɔ^ ɔ^ Á	I	Ā Ĩ JÁ Ĩ HÁ ěĚÁ	Ā Ğ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á	Ā Ğ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á
Ů!çəç^• Ā } ā^ • Á	í	Ā Ĩ Ā FJÁ ěĚÁ	Ā Ĩ Ğ ěĚÁ Ĩ FÁ	Ā Ĩ FÁ Ĩ HÁ Ĩ Á
Q] [• əđ } Ĥ^ Ĥ^ Ĩ [ɔ^ Á	î	Ā Ĩ Ĥ J ěĚÁ ěĚÁ	Ā Ĩ Ā Ĩ FÁ Ĩ JÁ	Ā Ĩ Ĥ Ĩ FÁ Ĩ Ğ Á
QĚ ^ } ā^ • Á ɔ^ } • } əđ •	ï	Ā Ĩ Ā Ĩ ĞÁ ěĚÁ	Ā Ĩ Ā Ğ Ā Ĩ Ĩ Á	Ā Ğ Ā Ĩ FÁ Ğ Ĩ Á
Qc. Ĩ - ɔ	ì	Ā Ā Ĩ Ĩ ěĚÁ	Ā Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ā Ĩ ěĚÁ	Ā Ğ Ā Ĩ ěĚÁ Ĩ FÁ
QĚ d^ • Á ç^ } •	J	Ā Ĩ Ā Ĩ J J ěĚÁ	Ā Ĩ Ā FHÁ Ĩ Ĩ Á	Ā Ğ Ā Ĩ Ĩ Ĩ Ĩ Á
Ů [ɔ^ Ĩ əđ ɔ^ Ā } • Á^ • Á. • } ɔ^ Ā Ā ɔ^ Ĥ } d^ } Ĩ ā^ •				
{ } əđ əđ^•	FE		Ā Ĩ Ā Ĩ ĞÁ	Ā Ğ Ā Ĩ Ĩ Á
	FF	Ā Ĩ ěĚÁ Ā ěĚÁ	Ā Ĩ FJ Ā Ğ Ĩ Ĩ Ĩ Á	Ā Ĩ FĨ Ā Ĩ ěĚÁ Ĩ Á
Charges				
QĀ { ā Ā d əđ } Ā^ } • Ĩ əđ^	FG	Ā Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ā ěĚÁ	Ā Ĩ Ā Ğ Ā Ĩ Ğ Ĩ Á	Ā Ĩ Ā Ğ Ā Ĩ Ğ Ĩ Á
Ů. & Ĩ Ā Ā^ Ā Ĩ Ā^	FH	Ā Ĩ Ĩ Ā Ĩ JÁ ěĚÁ	Ā Ĩ Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á	Ā Ĩ Ĩ Ā Ğ Ā Ĩ FĨ Á
V!əđ •] [Ĩ c	FI	Ā Ğ Ğ Ā Ĩ Ĩ Á ěĚÁ	Ā Ğ Ĩ Ā Ĩ ěĚÁ ěĚÁ	Ā Ğ Ĩ Ā Ğ Ā Ĩ ěĚÁ
P^ * ā^ } Ā^ Ĥ^ Ā Ĥ^	FÍ	Ā Ĩ FÁ FJÁ ěĚÁ	Ā Ĩ Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á	Ā Ĩ Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á
Ů əđ c. Ā ɔ^ Ā } ě- d^	Fĭ	Ā Ā Ĩ Ĩ ěĚÁ	Ā Ā Ĩ Ĩ ěĚÁ	Ā Ā Ğ Ğ Ā Ĩ Ĩ Á
QĚ . } əđ ^ { } Ĥ^ Ĩ Ā əđ ā { ^ Ā ɔ^ Ĥ^ []] ^ { } c	Fĭ	Ā Ğ FÁ Ĩ Ĩ ěĚÁ	Ā Ğ Ğ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á	Ā Ğ Ğ Ā Ğ Ā Ĩ FÁ
Š Ĩ ā ā^ Ā ɔ^ } c Ĩ ^	Fì	Ā Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ā ěĚÁ	Ā Ğ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á	Ā Ĩ Ā Ğ Ĩ Ğ Ĩ Á
Ů. • Ā^ əđ Ĥ c Ĩ ^ & d əđ •	FJ			
Q əđ Ĥ Ā Ā Ā } əđ & { } c	QĚ	Ā Ğ Ā Ĩ Ĩ ěĚÁ	Ā FÁ Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á	Ā Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á
	QF	Ā FĀ Ĩ Ĩ ěĚÁ	Ā Ğ Ā Ğ Ğ Ā Ĩ FĨ Á	Ā Ĩ Ĩ Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ Á
Excédent (déficit) de l'exercice	GG	Ā Ĩ Ĩ Ĩ Ğ Ğ ěĚÁ	Ā Ĩ Ğ Ğ Ğ Ĩ Ĩ Á	Ā Ĩ Ĩ Ā Ĩ Ğ Ğ Ğ ĚÁ
Ò ɔ^ & ā^ } ɔ^ Ā. • Ā Ā Ā Ā } { } • Ĩ. Ā Ğ Ĥ. ā^ ɔ^ Ā Ğ ɔ^ Ĩ Ğ Ā	GH		Ā FĀ Ĩ Ĩ Ğ Ğ Ĩ Ĩ FÁ	Ā Ā Ĩ Ĩ Ğ Ğ Ğ Ĩ Ĩ Á
Ů^ á!^...!^ { } Ā Ğ ɔ^ Ā ɔ^ Ĩ Ğ Ā^ Ā } c. Ĩ ā^ } • Ā [ɔ^ ÁĚ	G		Ç Ā Ĩ Ĩ Ğ Ĩ FĨ D	Ç Ğ Ā Ĩ Ğ Ğ Ĩ Ĩ Ě
Ò ɔ^ & ā^ } ɔ^ Ā. • Ā Ā Ā Ā } { } • Ĩ. Ā Ā Ā Ā^... Ā Ğ Ĥ. ā^ c				
ā^ Ā ɔ^ Ĩ Ğ Ā	đ		Ā FĀ Ĩ FÁ Ğ Ğ Ĩ Ğ ĚÁ	Ā Ā Ĩ Ĩ Ğ Ğ Ĩ Ğ Ĩ FĨ Á
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	đ		Ā FĀ Ĩ Ĩ Ğ Ğ Ĩ Ğ Ĩ Ĩ Á	Ā Ā Ĩ Ĩ Ğ Ğ Ğ Ğ Ĩ Ĩ FÁ

Š^ • Á [ɔ^ • Á ɔ^ Ĩ Ğ Ā^ } • Ā } ^ { } ^ } ɔ^ []] . { } ^ } ɔ^ Ā^ • Á } ɔ^ Ā ɔ^ Ĥ Ğ c. *! əđ ɔ^ Ĥ^ • Á. ɔ^ Ā } əđ & Ā^ } • [Ĥ. • • Ě

Ů [^ Ā ɔ^ & ā^ } ɔ^ Ā. • Ā Ā Ā Ā } & Ā } } ^ { } ^ } ɔ^ Ā Ğ ɔ^ Ĩ Ğ Ā Ā Ĥ^ • Ā } Ā } & Ā^ • Ĥ^ Ā Ā. • Ĩ. Ā Ğ ɔ^ Ĥ^ } • Ā } ^ { } ^ } ɔ^ & {]] . { } ^ } ɔ^ Ā^ • Ā Ā Ā Ā } Ā^ Ā Ĩ Ě

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	139 917 200	96 202 573	164 311 723
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (334 836 800) (166 083 455) (256 379 291)
Produit de cession	3	550 000	88 727	11 677
Amortissement	4	122 421 000	118 833 762	119 936 791
(Gain) perte sur cession	5	(550 000)	(83 237)	8 788
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(212 415 800)	(47 244 203)	(136 422 035)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		301 987	373 169
Variation des stocks de fournitures	9		(349 423)	18 893
Variation des autres actifs non financiers	10		(4 106 325)	(76 799)
	11		(4 153 761)	315 263
	12	(72 498 600)	44 804 609	28 204 951
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(72 498 600)	44 804 609	28 204 951
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(543 102 070)	(488 574 481)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(82 732 540)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(543 102 070)	(571 307 021)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(498 297 461)	(543 102 070)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	20 062 402	41 089 995
Placements temporaires	2	497 559 895	423 915 165
Débiteurs (note 5)	3	151 471 347	166 144 494
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	1 771 033	1 605 887
Participations dans des entreprises municipales	6	906 892	850 420
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	295 704	19 000
	9	672 067 273	633 624 961
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	173 490 559	155 479 428
Revenus reportés (note 12)	13	20 675 888	38 620 406
Dette à long terme (note 13)	14	759 682 494	757 873 770
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	216 515 793	224 753 427
	16	1 170 364 734	1 176 727 031
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(498 297 461)	(543 102 070)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	2 212 933 469	2 173 082 978
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	59 323 120	59 625 107
Stocks de fournitures	20	7 605 658	7 256 241
Autres actifs non financiers (note 17)	21	5 853 910	1 747 585
	22	2 285 716 157	2 241 711 911
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	1 787 418 696	1 698 609 841

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	96 202 573	164 311 723
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	118 833 762	119 936 791
Autres			
- Perte (gain) sur cession immo.	3	(83 237)	8 788
- Perte (gain) sur cession plac.	4	463 758	(950 879)
	5	215 416 856	283 306 423
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	14 673 147	(21 202 232)
Autres actifs financiers	7	(276 704)	310 263
Créditeurs et charges à payer	8	18 011 131	23 552 498
Revenus reportés	9	(17 944 518)	21 190 836
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(8 237 634)	15 665 918
Propriétés destinées à la revente	11	301 987	373 169
Stocks de fournitures	12	(349 423)	18 894
Autres actifs non financiers	13	(4 106 325)	(76 799)
	14	217 488 517	323 138 970
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(166 083 455)	(256 379 291)
Produit de cession	16	88 727	11 677
	17	(165 994 728)	(256 367 614)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(1 089 719)	(978 496)
Remboursement ou cession	19	304 343	2 046 797
Variation nette des placements temporaires	20	132 100 000	20 962 000
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	131 314 624	22 030 301
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	166 552 000	115 260 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(164 011 429)	(109 172 796)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(731 847)	66 928
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 808 724	6 154 132
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	184 617 137	94 955 789
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	283 005 160	188 049 371
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	467 622 297	283 005 160

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut

La Ville de Laval est régie principalement par la Loi sur les cités et villes de la province de Québec et par la Charte de la Ville de Laval (1965, chapitre 89 et ses modifications). Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Lois et aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales, la ventilation de l'excédent accumulé et l'endettement total net à long terme.

Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Laval. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville de Laval comprend les organismes suivants:

- Société de transport de Laval
- Centre local de développement (CLD) de Laval
- Place des Aînés de Laval
- Laval Technopole
- Agriculture Laval (A.G.R.I.L.)
- Fondation du Centre de la Nature de Laval
- Gestion du Fonds Soutien Laval inc.
- Centre d'expositions horticoles et commerciales de Laval

Comptabilité d'exercice

La Ville de Laval et ses organismes contrôlés utilisent la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent: la provision pour créances douteuses, les revenus de taxation révisés, les droits de mutation immobilière, les transferts, les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des avantages sociaux futurs, des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Actifs financiers

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

2. Principales méthodes comptables (suite)**Placements**

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les placements à titre d'investissement sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement.

Participations dans des entreprises municipales

La participation dans l'entreprise municipale Fonds Soutien Laval S.E.C. est présentée, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Ce coût inclut les intérêts sur emprunts temporaires calculés jusqu'à la date de mise en service. Les immobilisations sont essentiellement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 15 ans
Autres	5 à 10 ans

L'amortissement des véhicules de la Société de transport de Laval est calculé selon la méthode dégressive à des taux annuels de 22% et 30%.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi essentiellement selon la méthode de l'épuisement successif.

Frais d'escompte sur émission d'obligations

Les frais d'escompte sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

Avantages sociaux futurs

a) Avantages sociaux futurs à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux et le programme d'allocation de retraite des cols bleus auxquels participe la Ville de Laval ainsi que les régimes de retraite des employés syndiqués de la Société de transport de Laval, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

b) Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités ainsi que le coût du maintien des avantages lors de certaines absences prolongées.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville de Laval et de la Société de transport de Laval en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode de la valeur ajustée sur une période de quatre (4) ans.

Les gains et les pertes actuariels pour les avantages de retraite des employés sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. La charge attribuable à la portion des gains et pertes actuariels comptables comprise dans le couloir, fixé à 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur de l'actif du régime et celle de l'obligation au titre des prestations constituées, peut faire l'objet d'une affectation aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Pour les autres avantages, les gains et les pertes sont constatés immédiatement dans l'exercice au cours duquel ils se matérialisent.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis pour certains régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Elles sont créées aux fins suivantes suite à un choix exercé par la Ville de Laval et la Société de transport de Laval et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Mesures transitoires relatives aux avantages sociaux futurs:

- déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, amorti de façon progressive sur la DMERCA des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, amorti de façon non systématique ou non amorti conformément aux dispositions d'allègement à des fins de taxation;
- excédent de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: amorti de façon non systématique ou non amorti;
- mesure d'allègement des gains et des pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées: amortie de façon non systématique et devra être complètement renversée au terme de la DMERCA, soit 15 ans à compter de 2008.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3. Modifications de méthodes comptables

Paiements de transfert

Le 1er janvier 2013, la Ville de Laval et ses organismes contrôlés ont adopté rétroactivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3410, " Paiements de transfert", publié par le conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP), traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP 3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire. Les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été retraités conformément aux dispositions de ce nouveau chapitre.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les incidences suivantes:

	2013 \$ Augmentation (diminution)	2012 \$ Augmentation (diminution)
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Actifs financiers - transferts à recevoir	(87 276 395)	(81 985 697)
Dette nette	87 276 395	81 985 697
Actifs non financiers - Immobilisations	---	73 683 750
Autres actifs non financiers	---	(73 683 750)
Financement des investissements en cours	---	(73 683 750)
Investissement net dans les immobilisations	---	73 683 750
Excédent accumulé	(87 276 395)	(81 985 697)
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS		
Revenus		
Fonctionnement - transferts du gouvernement du Québec	11 336 016	13 500 542
Investissement - transferts du gouvernement du Québec	(16 626 714)	(12 753 699)
Excédent de l'exercice	(5 290 698)	746 843
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE		
Excédent de l'exercice	5 290 698	(746 843)
Redressement aux exercices antérieurs	81 985 697	82 732 540
Dette nette	87 276 395	81 985 697

Immobilisations

Les immobilisations ont été diminuées de 7 393 718 \$ afin de refléter le coût réel des bâtiments cédés par bail emphytéotique. Ainsi, le coût d'acquisition a été ajusté de 9 661 785 \$ et l'amortissement cumulé de 2 268 067 \$. En contrepartie, l'investissement net dans les éléments à long terme a été ajusté d'un montant de 7 393 718 \$. Cet ajustement n'a aucun effet sur l'excédent accumulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3. Modifications de méthodes comptables (suite)

Excédent accumulé

La Ville de Laval et ses organismes contrôlés ont reclassé en 2013 certains éléments de l'excédent accumulé afin de se conformer au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Le montant réservé aux fonds d'amortissement est maintenant présenté à l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs. Auparavant, il était présenté aux réserves financières et fonds réservés. Cette présentation a été appliquée de façon rétroactive avec retraitement des états comparatifs. De ce fait, l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs au 1^{er} janvier 2012 et 2013 a été augmenté de 14 403 982 \$ et de 20 905 982 \$ respectivement. En contrepartie, le solde des réserves et fonds réservés a été diminué d'un montant correspondant.

Le solde de la dette émise pour les activités de fonctionnement est maintenant présenté aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Auparavant, il était présenté à l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs. Les informations reliées aux exercices antérieurs étant difficiles à reconstituer, cet ajustement a été appliqué de façon prospective sans retraitement des états comparatifs. Toutefois, les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir et l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs ont été augmentés de 56 201 290 \$ au 1^{er} janvier 2013 et de 59 033 483 \$ au 31 décembre 2013, pour les éléments identifiables.

Ces reclassements n'ont aucune incidence sur l'excédent accumulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	8 792 726	13 505 790
Placements temporaires	2	316 569 181	280 408 703
Placements à long terme	3		
Note			
Les placements temporaires affectés sont constitués de 316 569 181 \$ en comptes d'investissement et en dépôts à terme échéant de mars à juin 2014 . Ils portent intérêts à des taux variant de 1,15% à 1,85%.			
Les autres placements temporaires non affectés, d'un montant de 180 890 714 \$ sont constitués d'un compte d'investissement. Ils portent intérêts à un taux de 1,72%.			
Les placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois représentent 447 459 895 \$ (241 915 165\$ en 2012).			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	29 159 168	31 478 964
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	76 618 903	75 924 126
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	19 336 343	14 370 097
Organismes municipaux	8	1 185 788	1 105 306
Autres			
- Droits de mutation immobilière	9	11 494 804	21 095 900
- Divers	10	13 676 341	22 170 101
	11	151 471 347	166 144 494
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	27 149 154	6 000 873
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	27 149 154	6 000 873
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	9 342 797	8 696 674
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	1 771 033	1 505 887
Autres placements	23		100 000
	24	1 771 033	1 605 887

Note

Les placements à titre d'investissement sont constitués de prêts et de capital-actions d'entreprises.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(122 561 000)	(134 189 300)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(93 954 793)	(90 564 127)
	27	<u>(216 515 793)</u>	<u>(224 753 427)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	83 748 100	58 019 200
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	12 545 282	10 831 866
Régimes à cotisations déterminées	30	5 278 778	5 053 924
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	331 604	328 141
	33	<u>101 903 764</u>	<u>74 233 131</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	295 704	19 000
Autres	35		
	36	295 704	19 000
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	67 589 575	56 529 438
Salaires et avantages sociaux	38	59 256 424	56 565 057
Dépôts et retenues de garantie	39	24 085 312	18 858 668
Provision pour contestations d'évaluation	40	2 727 640	2 424 880
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur dette LT	42	5 372 662	6 566 314
- Réclamation (note 19a)	43	12 632 587	12 695 260
- Divers	44	1 826 359	1 839 811
-	45		
-	46		
	47	173 490 559	155 479 428
Note			
La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements de taxes, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements du Tribunal administratif du Québec.			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 289 508	1 914 252
Transferts	49	4 367 529	22 921 308
Autres			
- Excédent actuariel élus munic.	50	615 280	764 542
- Divers	51	14 403 571	13 020 304
	52	20 675 888	38 620 406
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	10,50	2014	2023	53	721 956 084	710 283 345
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,56	4,97	2015	2026	57	17 695 505	22 096 795
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,93	7,39	2015	2037	59	21 132 388	25 297 716
Autres	4,81	6,45	2014	2015	60	5 157 531	5 723 081
					61	765 941 508	763 400 937
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(6 259 014)	(5 527 167)
					63	759 682 494	757 873 770

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013					
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres						
2014	64	10 198 000	72	78 553 339	80	4 058 421	89	3 333 194	97	96 142 954
2015	65		73	71 075 519	81	6 843 481	90	3 260 060	98	81 179 060
2016	66		74	63 585 965	82	1 575 971	91	2 422 205	99	67 584 141
2017	67		75	59 593 611	83	1 291 182	92	2 512 144	100	63 396 937
2018	68		76	52 534 931	84	1 135 416	93	2 602 791	101	56 273 138
2019 et +	69		77	386 414 719	85	21 383 693	94	8 722 642	102	416 521 054
	70	10 198 000	78	711 758 084	86	36 288 164	95	22 853 036	103	781 097 284
Intérêts et frais accessoires					87	(15 155 776)			104	(15 155 776)
	71	10 198 000	79	711 758 084	88	21 132 388	96	22 853 036	105	765 941 508

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(416 950 795)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(81 294 870)
Autres	108	(51 796)
	109	(498 297 461)
		(543 102 070)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>			
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	472 900 411	138	83 332 444	165	3 760 638	192	552 472 217
Eaux usées	111	977 963 258	139	20 803 595	166	5 243 450	193	993 523 403
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	862 043 100	140	70 790 440	167	19 833 153	194	913 000 387
Autres	113	202 727 249	141	7 674 477	168	5 542 542	195	204 859 184
Réseau d'électricité	114				169		196	
Bâtiments	115	283 545 108	143	9 189 124	170	9 661 778	197	283 072 454
Améliorations locatives	116				171		198	
Véhicules	117	168 179 331	145	4 552 711	172	3 978 527	199	168 753 515
Ameublement et équipement de bureau	118	69 968 790	146	6 450 206	173	7 786 685	200	68 632 311
Machinerie, outillage et équipement divers	119	45 125 209	147	5 269 901	174	949 457	201	49 445 653
Terrains	120	159 528 897	148	18 644 743	175	1 148	202	178 172 492
Autres	121	2 584 724	149		176	721 121	203	1 863 603
	122	<u>3 244 566 077</u>	150	<u>226 707 641</u>	177	<u>57 478 499</u>	204	<u>3 413 795 219</u>
Immobilisations en cours	123	<u>257 777 165</u>	151	<u>(60 624 186)</u>	178		205	<u>197 152 979</u>
	124	<u>3 502 343 242</u>	152	<u>166 083 455</u>	179	<u>57 478 499</u>	206	<u>3 610 948 198</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	191 440 978	153	15 815 113	180	3 760 638	207	203 495 453
Eaux usées	126	410 937 001	154	25 696 334	181	5 243 450	208	431 389 885
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	345 873 451	155	32 944 544	182	19 833 153	209	358 984 842
Autres	128	85 058 429	156	10 231 900	183	5 542 542	210	89 747 787
Réseau d'électricité	129				184		211	
Bâtiments	130	130 631 782	158	8 011 603	185	2 268 067	212	136 375 318
Améliorations locatives	131				186		213	
Véhicules	132	106 570 799	160	12 209 848	187	3 978 527	214	114 802 120
Ameublement et équipement de bureau	133	36 033 768	161	9 917 785	188	7 782 343	215	38 169 210
Machinerie, outillage et équipement divers	134	20 896 983	162	3 772 232	189	949 457	216	23 719 758
Autres	135	1 817 073	163	234 403	190	721 120	217	1 330 356
	136	<u>1 329 260 264</u>	164	<u>118 833 762</u>	191	<u>50 079 297</u>	218	<u>1 398 014 729</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>2 173 082 978</u>					219	<u>2 212 933 469</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	42 593 705	223		225		227	42 593 705
Amortissement cumulé	221	(14 282 926)	224	(1 953 690)	226	()	228	(16 236 616)
Valeur comptable nette	222	<u>28 310 779</u>					229	<u>26 357 089</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	43 145 972	43 166 082
Immeubles industriels municipaux	231	15 793 571	15 803 587
Autres	232	679 281	674 438
	233	59 618 824	59 644 107
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	295 704	19 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	59 323 120	59 625 107

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	1 077 071	1 068 543
Frais reportés			
- Divers	237	4 776 839	679 042
-	238		
	239	5 853 910	1 747 585

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

18. Obligations contractuelles

- a) Au 31 décembre 2013, la Ville de Laval et ses organismes contrôlés ont des engagements envers des tiers, relatifs aux charges, de 178 783 173 \$. Les versements des cinq (5) prochains exercices s'élèvent à 77 822 043 \$ pour 2014, 55 607 149 \$ pour 2015, 30 393 197 \$ pour 2016, 7 154 321 \$ pour 2017 et 6 171 226 \$ pour 2018.
- b) Au 31 décembre 2013, les engagements envers des tiers, relatifs aux activités d'investissement en immobilisations, totalisent 307 863 831 \$.

19. Éventualités

- a) Au 31 décembre 2013, les réclamations pendantes s'élèvent à 26 988 392 \$. Une provision de 12 632 587 \$ a été comptabilisée. Ceci représente la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce passif potentiel.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville de Laval pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, la réserve d'autoassurance, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

- b) La Ville de Laval pourvoit, par le biais de son budget annuel de fonctionnement et/ou d'une réserve, aux couvertures relatives à sa responsabilité civile, à sa responsabilité civile excédentaire (umbrella) ainsi qu'aux pertes matérielles de sa flotte automobile et de ses équipements qui ne sont pas souscrites auprès d'une compagnie d'assurances.
- c) La Ville de Laval a obtenu l'autorisation du Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec de se porter caution du Complexe Multi-Sports de Laval inc. pour un montant total de 8 400 000 \$, plus intérêts et frais afférents. Au 31 décembre 2013, le solde des prêts est de 7 497 441 \$.

Elle a également obtenu l'autorisation de se porter caution de Camp Spatial Canada pour un montant maximal de 7 000 000 \$. Au 31 décembre 2013, le solde du prêt est de 7 000 000 \$.

- d) Les opérations de la Ville de Laval sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les impacts des conséquences environnementales sont difficilement identifiables. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, Ville de Laval opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.
- e) Au 31 décembre 2013, des avis d'expropriation sont en attente d'audition au Tribunal administratif du Québec. L'indemnité définitive n'ayant pas été déterminée et étant difficilement estimable, aucune provision concernant les indemnités additionnelles qui pourraient être requises n'a été comptabilisée. La Ville de Laval est d'avis que leur dénouement n'aura aucune incidence sur son état des résultats et aucune incidence défavorable sur sa situation financière

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

21. Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM)

La Ville de Laval fait partie de la CMM, un organisme de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la *Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal* (2000, chapitre 34 et ses amendements) dans les domaines reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

La contribution de la Ville de Laval à cet organisme a été de 6 950 427 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 (6 949 105 \$ en 2012). Pour sa part, la CMM a versé à la Ville de Laval la somme de 951 971 \$ (2 459 579 \$ en 2012) pour les frais reliés à l'exploitation d'équipements métropolitains.

22. Fonds de roulement

La Ville de Laval et la Société de transport de Laval possèdent un fonds de roulement dont le capital est fixé à 11 180 000 \$. Le remboursement en capital à effectuer au cours des prochains exercices pour renflouer le fonds, à même les affectations, s'établit à 95 467 \$ en 2014.

23. Facilités de crédit

La Ville de Laval et ses organismes contrôlés disposent de facilités de crédit autorisées de 140 300 000 \$ qui portent intérêts à des taux variant du taux préférentiel moins 0,90 % au taux préférentiel. Ces facilités sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2013, elles ne sont pas utilisées.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison.

25. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

26. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

27. Incertitude découlant des enquêtes en cours

Le 4 octobre 2012, l'Unité permanente anticorruption (UPAC), l'Escouade Marteau et le Bureau de la concurrence ont perquisitionné l'Hôtel de ville ainsi que certains bureaux administratifs. Ces organisations coordonnent et dirigent les forces et expertises en place au sein des gouvernements pour lutter contre la corruption.

Le 3 mai 2013, le maire intérimaire annonçait la suspension pour une période indéterminée, du directeur général et du directeur général adjoint - services aux citoyens, en lien avec leurs témoignages attendus à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC). Le 6 mai 2013, le Conseil municipal adoptait une résolution ayant pour effet de suspendre, avec solde, le directeur général et le directeur général adjoint - services aux citoyens et ces derniers ont démissionné de leurs fonctions le 9 août 2013.

Le 9 mai 2013, l'UPAC procédait à l'arrestation de 37 personnes dont l'ex-maire, un ex-directeur général et un ex-directeur du Service de l'ingénierie de la Ville de Laval.

Plusieurs témoins ont été entendus aux audiences de la CEIC en relation avec des allégations de corruption et de financement illégal à un parti politique.

Le 3 juin 2013, le gouvernement du Québec a adopté un décret qui a assujéti la Ville de Laval au contrôle de la Commission municipale du Québec. Le 9 décembre 2013, la Commission municipale du Québec mettait fin à l'assujettissement de Ville de Laval au contrôle de celle-ci.

De plus, le 3 avril 2014, la Ville de Laval a rendu public une pratique de financement du coût des travaux d'infrastructures contrevenant, selon l'administration actuelle, à diverses lois municipales.

La Ville, ses employés ou certains anciens employés ou anciens élus pourraient également faire l'objet de ces enquêtes ou d'autres enquêtes. La Ville est actuellement incapable de déterminer quand ces enquêtes seront achevées, ou si elles seront élargies et si d'autres enquêtes seront ouvertes.

Bien que la Ville coopère avec les autorités responsables des enquêtes en cours, dans l'éventualité où les autorités ou de tierces parties décidaient d'entreprendre des mesures contre la Ville ou d'intenter des poursuites, ceci pourrait avoir une incidence importante sur les activités et la situation financière de la Ville. Ville de Laval n'est pas en mesure d'évaluer les incidences financières possibles. Par conséquent, aucun montant n'a été constaté dans ses états financiers.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 117 135 524	105 023 429
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 339 738 934	300 076 937
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (235 560 415) (156 461 911)
Financement des investissements en cours	4 (36 005 640)	(48 056 909)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 1 602 110 293	1 498 028 295
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 1 787 418 696	1 698 609 841

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Autoassurance	8 1 211 418	1 211 418
- Équilibre budgétaire	9 7 910 700	4 700 000
- Cession d'actifs	10 1 092 072	2 034 553
- Option d'achat d'immeuble	11 4 400 000	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 14 614 190	7 945 971

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Équilibre budgétaire	18 26 623 952	26 254 756
- Fonds de l'économie sociale	19 408 575	258 575
- Autres fonds	20 268 379	532 332
	21 27 300 906	27 045 663

Réserves financières

- Réf. infra+ proj. structurants	22 89 105 526	80 045 731
- Service de l'eau	23 131 046 434	104 988 318
- Hon. prof. + Gestion déchets	24 20 260 050	15 555 049
- Stabilisation dép. fluctuantes	25 5 419 911	15 498 285
- Réalisation de travaux	26 9 493 086	7 053 264
	27 255 325 007	223 140 647

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 11 084 533	10 946 734
Fonds parcs et terrains de jeux	29 9 664 057	8 518 345
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 10 040 267	8 121 196
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 121 135	2 054 582
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 6 101 960	7 048 381
Financement des activités de fonctionnement	33 564 772	442 657
Autres		
- Remembrement agricole	34 3 677 256	3 332 408
- Stationnement	35 787 489	773 875
- Fonds local d'investissement	36 457 362	706 478
-	37	
	38 42 498 831	41 944 656
	39 339 738 934	300 076 937

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (34 163 860) ()	(36 725 370)
Régimes non capitalisés	43 (50 507 756) ()	(50 507 756)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (42 001 126) ()	(23 517 326)
Autres	45 (20 794 920) ()	(22 375 590)
Régimes non capitalisés	46 (31 216 600) ()	(24 944 100)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- Paiements de transferts	48 ((2 157 330)) ()	((2 050 888))
-	49 () ()	()
	50 (176 526 932) ()	(156 019 254)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (59 033 483) ()	(442 657)
	52 (235 560 415) ()	(156 461 911)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 49 653 228	48 493 817
Investissements à financer	54 (85 658 868) ()	(96 550 726)
	55 (36 005 640)	(48 056 909)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 2 212 933 469	2 173 082 978
Propriétés destinées à la revente	57 59 618 824	59 644 107
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59 1 771 033	1 505 887
Participations dans des entreprises municipales	60 906 892	850 420
	61 2 275 230 218	2 235 083 392
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 759 682 494	757 873 770
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 6 259 014	5 527 167
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (34 797 136) ()	(26 906 855)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (59 033 483) ()	(442 657)
	66 672 110 889	736 051 425
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 1 009 036	1 003 672
	68 673 119 925	737 055 097
	69 1 602 110 293	1 498 028 295

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> 2 </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Laval et le régime de retraite des employés cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R-15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour la Ville de Laval et de la moyenne des cinq meilleures années consécutives de rémunération pour la Société de transport de Laval. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (134 189 300)	(123 183 200)
Charge de l'exercice	5 (83 748 100)	(58 019 200)
Cotisations versées par l'employeur	6 95 376 400	47 013 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(122 561 000)</u>	<u>(134 189 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 969 169 900	846 451 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (1 362 066 400)	(1 155 284 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (392 896 500)	(308 832 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 270 335 500	174 643 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (122 561 000)	(134 189 300)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(122 561 000)</u>	<u>(134 189 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 969 169 900	846 451 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (1 362 066 400)	(1 155 284 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(392 896 500)</u>	<u>(308 832 300)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 41 997 800	34 590 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 6 447 600	
	21 48 445 400	34 590 300
Cotisations salariales des employés	22 (15 373 000)	(13 679 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 33 072 400	20 910 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 24 580 500	16 281 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>57 652 900</u>	<u>37 192 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 80 557 900	71 090 100
Rendement espéré des actifs	34 (54 462 700)	(50 263 100)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 26 095 200	20 827 000
Charge de l'exercice	36 <u>83 748 100</u>	<u>58 019 200</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 71 802 500	69 697 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (54 462 700)	(50 263 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 17 339 800	19 434 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 980 800)	(21 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 61 508 700	57 386 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 1 011 857 000	847 084 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 54 240 400	54 240 400
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 2,50 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>7</u>	55 <u>3</u>	56 <u>4</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Laval et la Société de transport de Laval offrent des régimes de retraite supplémentaires non capitalisés à certains de leurs employés. À travers ces régimes, les participants acquièrent des droits à certaines prestations non payables en vertu du régime de retraite en raison des limites fiscales.

Les employés de la Ville de Laval et de la Société de transport de Laval bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi qui comprennent notamment l'assurance vie, la couverture de soins de santé, un régime de continuation de salaire temporaire durant l'invalidité ainsi que le maintien des protections d'assurances lors de certaines absences prolongées. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (90 564 083)	(85 904 309)
Charge de l'exercice	58 (12 545 282)	(10 831 866)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 9 154 572	6 172 048
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>93 954 793</u>)	(<u>90 564 127</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (112 930 493)	(105 331 627)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 18 975 700	14 767 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>93 954 793</u>)	(<u>90 564 127</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 6 662 182	5 498 166
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 (1 277 300)	
	66 5 384 882	5 498 166
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 5 384 882	5 498 166
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 2 471 000	1 458 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70 812 500	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
- Pertes act. dans l'exercice	73 61 600	
- Gains act. dans l'exercice	74	(21 700)
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 8 729 982	6 934 666
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 3 815 300	3 897 200
Charge de l'exercice	77 12 545 282	10 831 866
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 8 898 700	(2 667 600)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,75 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,25 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 7,77 %	8,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 4,50 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2027	2027
Autres hypothèses économiques		
- croissance soins dentaires (%)	86 4	4
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

Description des régimes et autres renseignements

Les chauffeurs et les employés de terminus syndiqués de la Société participent au Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de Transport de Laval, alors que les employés syndiqués d'entretien et de bureau de la Société participent au Régime de retraite des employés syndiqués de bureau et d'entretien de la Société de Transport de Laval. La contribution de la Société pour ces deux régimes se limite à 9,0% des salaires admissibles.

La Ville de Laval offre un programme d'allocation de retraite à ses employés cols bleus. Sa participation se limite à 4,00% des salaires versés. Ces trois régimes sont, à des fins comptables, des régimes à cotisations déterminées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>5 278 778</u>	<u>5 053 924</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	22	21

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	55 047	53 442
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	182 342	180 947
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	149 262	147 194
98	331 604	328 141

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dette à long terme	1	700 005 732
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	84 866 556
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	1 523 644
--	---	-----------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	8 988 689
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	16 736 204
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	51 259 888
---	---	------------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 809 935
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Rev. futurs sur dép. à fin.	12	2 999 158
-------------------------------	----	-----------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	702 602 058
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	20 767 698
--	----	------------

Endettement net à long terme	16	723 369 756
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	723 369 756
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	723 369 756
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	478 822 500	486 620 084	486 620 084	479 362 999
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	20 496 400	20 958 581	20 958 581	19 438 491
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				27 418
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	3 489 200	2 948 147	2 948 147	1 721 127
	9	502 808 100	510 526 812	510 526 812	500 550 035
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	52 162 600	51 569 342	51 569 342	50 969 076
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-Contrôle des moustiques	14	1 240 000	1 259 690	1 259 690	1 256 360
-Disposition de la neige	15	19 200 000	19 512 000	19 512 000	18 784 216
-Transport en commun régional	16	17 680 000	17 940 893	17 940 893	17 727 053
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 300 000	2 289 984	2 289 984	2 295 099
Service de la dette	18	21 773 200	21 061 052	21 061 052	19 907 587
Activités de fonctionnement	19	2 200 000	2 137 437	2 137 437	2 077 331
Activités d'investissement	20		341 744	341 744	22 879
	21	116 555 800	116 112 142	116 112 142	113 039 601
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	116 555 800	116 112 142	116 112 142	113 039 601
	26	619 363 900	626 638 954	626 638 954	613 589 636

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 925 400	1 567 093	1 047 137
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	39 100	61 576	11 871
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 964 500	1 628 669	1 059 008
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	4 270 300	4 412 409	4 693 639
Cégeps et universités	33	2 137 500	2 188 514	2 291 909
Écoles primaires et secondaires	34	6 601 900	6 926 731	6 636 040
	35	13 009 700	13 527 654	13 621 588
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 000		1 575
Taxes d'affaires	38			
	39	1 000		1 575
	40	14 975 200	15 156 323	14 682 171
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	2 924 600	2 942 909	2 998 152
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	372 800	373 502	372 550
Taxes d'affaires	43			
	44	3 297 400	3 316 411	3 370 702
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	18 272 600	18 472 734	18 052 873

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53	760 000	895 327	1 831 067
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55		500 000	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	480 300	500 385	678 597
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		52 504	79 319
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		20 692 003	22 470 903
Transport adapté	61		4 018 133	3 964 127
Transport scolaire	62			
Autres	63		1 052 304	1 151 507
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66	3 200	38 940	4 621
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	300 800	889 738	859 934
Réseau de distribution de l'eau potable	68	820 800	3 098 512	2 620 666
Traitement des eaux usées	69	287 400	511 793	472 715
Réseaux d'égout	70	674 500	1 567 154	2 766 265
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	3 599 400	3 352 326	3 331 545
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79	419 900	16 979	314 249
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	81 500	106 701	110 973
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	6 800	5 809	6 708
Promotion et développement économique	84	2 103 000	2 158 621	2 967 480
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	307 200	966 807	342 965
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	1 136 800	1 093 806	1 136 415
Autres	88	266 500	107 200	230 707
Réseau d'électricité	89			
	90	11 248 100	15 862 602	45 340 763

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	17 951 700	13 675 028	13 675 028
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		6 251 407	5 906 027
Transport adapté	100		20 897	509 372
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	34 763 800	12 057 234	7 010 924
Réseau de distribution de l'eau potable	107	8 975 800	6 858 764	32 092 940
Traitement des eaux usées	108	6 451 200	1 871 496	2 158 287
Réseaux d'égout	109	17 951 700	15 484 647	689 335
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110	911 100		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116	5 362 400	10 967	649 855
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	6 385 000		102 671
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	299 800		
Réseau d'électricité	128			
	129	99 052 500	49 958 136	49 119 411

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	14 460 200	15 276 294	13 770 133
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	13 136 400	13 834 522	12 786 639
	138	27 596 600	29 110 816	26 556 772
TOTAL DES TRANSFERTS	139	137 897 200	94 931 554	121 016 946

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	16 000	23 149	23 149
Enlèvement de la neige	150			18 771
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	16 000	23 149	23 149
18 771				
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	16 000	23 149	23 149
18 771				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 383 900	2 405 447	2 370 647
Sécurité publique	183	1 172 600	1 313 345	1 313 345
Transport				
Réseau routier	184	400 000	638 580	638 580
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		29 165 596	27 647 760
Transport adapté	186		981 195	944 173
Transport scolaire	187		1 375 962	1 212 605
Autres	188		1 448 202	1 579 200
Autres	189		863 719	984 581
Hygiène du milieu	190	386 000	393 111	393 111
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	414 000	213 439	788 931
Loisirs et culture	193	2 422 100	2 696 443	3 848 094
Réseau d'électricité	194			
	195	7 178 600	7 660 365	43 187 382
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	7 194 600	7 683 514	43 210 531
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	7 390 500	6 199 624	6 199 624
Droits de mutation immobilière	198	24 000 000	26 572 270	26 572 270
Droits sur les carrières et sablières	199	2 000 000	1 769 645	1 769 645
Autres	200	500 000		
	201	33 890 500	34 541 539	34 541 539
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	17 917 000	17 722 548	17 722 548
INTÉRÊTS	203	7 569 000	13 099 093	13 687 660
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		87 652	83 237
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	550 000	1 687 122	1 687 122
Gain (perte) sur cession de placements	206			1 166 605
Contributions des promoteurs	207	21 646 300	19 863 633	19 863 633
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			7 146 689
Contributions des organismes municipaux	209			7 411 029
Autres	210	6 772 800	8 683 106	8 733 003
	211	28 969 100	30 321 513	37 513 684
				52 544 677

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	4 722 900	4 494 097	133 003	4 627 100	4 627 100	4 283 713
Application de la loi	2	8 790 400	8 893 600	555 838	9 449 438	9 449 438	8 679 266
Gestion financière et administrative	3	31 701 200	29 780 316	3 934 897	33 715 213	33 715 213	28 349 751
Greffe	4	8 793 300	7 649 679	116 393	7 766 072	7 766 072	6 340 224
Évaluation	5	10 897 800	10 633 576	136 106	10 769 682	10 769 682	10 064 142
Gestion du personnel	6	10 760 100	10 411 733	348 590	10 760 323	10 760 323	9 403 973
Autres	7	4 419 000	8 002 684	1 233 811	9 236 495	9 236 495	8 483 361
	8	80 084 700	79 865 685	6 458 638	86 324 323	86 324 323	75 604 430
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	108 708 800	112 660 998	3 082 643	115 743 641	115 743 641	105 103 524
Sécurité incendie	10	37 921 200	38 568 385	1 658 782	40 227 167	40 227 167	36 879 476
Sécurité civile	11	341 000	286 306	85 215	371 521	371 521	328 943
Autres	12	2 400 700	2 287 952	16 346	2 304 298	2 304 298	2 193 375
	13	149 371 700	153 803 641	4 842 986	158 646 627	158 646 627	144 505 318
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	32 524 200	33 518 897	33 550 268	67 069 165	67 069 165	65 047 263
Enlèvement de la neige	15	38 732 400	56 964 407	840 443	57 804 850	57 804 850	39 787 852
Éclairage des rues	16	5 008 800	5 126 644	2 882 527	8 009 171	8 009 171	8 144 833
Circulation et stationnement	17	5 597 900	5 257 299	2 305 769	7 563 068	7 563 068	7 015 004
Transport collectif							
Transport en commun	18	59 600 000	59 558 590		59 558 590	126 056 894	119 213 118
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	58 100	57 454		57 454	57 454	
	22	141 521 400	160 483 291	39 579 007	200 062 298	266 560 602	239 208 070

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	13 846 600	13 154 515	5 218 150	18 372 665	17 499 207
Réseau de distribution de l'eau potable	24	9 921 400	10 507 115	11 529 370	22 036 485	20 645 353
Traitement des eaux usées	25	18 098 800	17 828 233	5 525 030	23 353 263	22 295 439
Réseaux d'égout	26	10 951 800	11 224 427	20 729 465	31 953 892	31 018 531
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	12 753 500	12 306 127	9 699	12 315 826	11 853 507
Élimination	28	11 748 200	11 224 651	4 875	11 229 526	10 671 765
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	9 259 200	8 369 286	647 746	9 017 032	9 207 825
Tri et conditionnement	30	205 600	178 924		178 924	175 578
Matières organiques						
Collecte et transport	31	229 500	245 320	13 806	259 126	232 784
Traitement	32	288 600	259 835		259 835	253 424
Matériaux secs	33	1 134 300	969 761	14 404	984 165	957 174
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	3 554 000	3 248 945	534 028	3 782 973	3 735 845
Autres	39	5 102 100	5 066 053	627 307	5 693 360	4 852 120
	40	97 093 600	94 583 192	44 853 880	139 437 072	133 398 552
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 033 000	4 377 356		4 377 356	4 684 271
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 606 100	1 490 735		1 490 735	2 235 873
	44	6 639 100	5 868 091		5 868 091	6 920 144
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	10 669 400	10 284 469	114 009	10 398 478	9 692 070
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	155 800	62 825		62 825	92 719
Autres biens	47	311 400	253 965	6 809	260 774	264 086
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	8 144 500	8 763 405	3 242	8 766 647	8 569 008
Tourisme	49	486 500	480 800	881	481 681	473 681
Autres	50	1 250 000	1 358 477		1 358 477	1 627 131
Autres	51	11 600	13 315		13 315	10 146
	52	21 029 200	21 217 256	124 941	21 342 197	20 728 841

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 080 500	4 243 112	945 257	5 188 369	5 188 369	4 867 942
Patinoires intérieures et extérieures	54	10 072 800	9 163 000	545 260	9 708 260	9 708 260	9 250 068
Piscines, plages et ports de plaisance	55	5 664 000	5 660 323	340 961	6 001 284	6 001 284	5 420 642
Parcs et terrains de jeux	56	21 689 200	21 549 947	7 557 839	29 107 786	29 107 786	26 199 173
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	2 678 900	3 269 423	69 550	3 338 973	4 567 680	3 347 267
	60	44 185 400	43 885 805	9 458 867	53 344 672	54 573 379	49 085 092
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 464 900	1 482 098	914 769	2 396 867	2 396 867	2 686 814
Bibliothèques	62	18 350 700	18 649 114	644 656	19 293 770	19 293 770	17 776 553
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	4 000		132 877	132 877	132 877	46 539
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	6 353 800	6 341 185	94 598	6 435 783	6 435 783	6 724 607
	66	26 173 400	26 472 397	1 786 900	28 259 297	28 259 297	27 234 513
	67	70 358 800	70 358 202	11 245 767	81 603 969	82 832 676	76 319 605
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	34 529 200	27 720 312		27 720 312	29 311 787	31 030 770
Autres frais	70	1 680 100	1 394 639		1 394 639	1 539 727	1 518 506
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	22 412 900	29 126 800		29 126 800	29 910 500	24 724 200
Autres	72	1 000 000	530 962		530 962	555 715	79 878
	73	59 622 200	58 772 713		58 772 713	61 317 729	57 353 354
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	108 977 000	107 105 219	(107 105 219)			

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation réel

À Monsieur le Maire,
Aux membres du Conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Laval. Ce taux a été établi par la direction de la Ville de Laval sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Bureau du Vérificateur général

1200, boul. Chomedey, bur. 500, C. P. 422, succ. Saint-Martin, Laval (Québec) H7V 3Z4
Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 680-2866

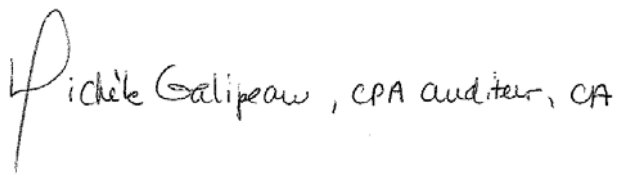
Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Laval a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de Laval de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Le vérificateur général,



Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Laval, le 17 juillet 2014

Bureau du Vérificateur général

1200, boul. Chomedey, bur. 500, C. P. 422, succ. Saint-Martin, Laval (Québec) H7V 3Z4
Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 680-2866

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>630 138 129</u>	
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>	
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	1 836 030	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	1 634 785	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	28 360	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u>3 499 175</u>
Revenus de taxes	11		<u><u>626 638 954</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1 <u>42 184 133 140</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2 <u>42 251 819 654</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>42 217 976 397</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>474 302 596</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>42 217 976 397</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6 <input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7 <u>45 912 787 796</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8 <u>46 692 088 750</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>46 302 438 273</u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	21 065 700	18 585 165	22 731 939
Usines de traitement de l'eau potable	2	69 713 300	48 056 106	28 897 564
Usines et bassins d'épuration	3	5 315 100	1 076 574	2 087 115
Conduites d'égout	4	50 883 600	11 996 964	22 112 036
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	60 663 900	40 560 739	31 247 416
Ponts, tunnels et viaducs	7	3 927 600	1 175 857	6 757 172
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 617 300	1 830 308	2 263 323
Aires de stationnement	9		2 769	149 636
Parcs et terrains de jeux	10	15 250 000	1 730 073	7 723 880
Autres infrastructures	11	12 243 500	883 114	568 342
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	12 016 300	627 803	6 194 600
Édifices communautaires et récréatifs	14	19 283 100	4 248 347	78 013 093
Améliorations locatives	15		627 524	272 535
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			5 665 182
Autres	17	12 584 100	2 908 043	3 922 806
Ameublement et équipement de bureau	18	13 464 000	6 645 058	10 726 406
Machinerie, outillage et équipement divers	19	3 063 700	3 771 963	5 417 361
Terrains	20	13 970 600	6 106 409	21 628 885
Autres	21			
	22	316 061 800	150 832 816	256 379 291

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		12 845 708	14 419 912
Usines de traitement de l'eau potable	24		48 056 106	28 897 564
Usines et bassins d'épuration	25		1 076 574	2 087 115
Conduites d'égout	26		1 143 475	995 716
Autres infrastructures	27		9 080 009	548 822
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		5 739 457	8 312 027
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		10 853 489	21 116 320
Autres infrastructures	32		37 102 851	48 160 947
Autres immobilisations	33		24 935 147	131 840 868
	34		150 832 816	256 379 291

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	710 283 345	166 552 000	154 879 261	721 956 084
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	22 096 795		4 401 290	17 695 505
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	25 297 716		4 165 328	21 132 388
Autres	6	5 723 081		565 550	5 157 531
	7	763 400 937	166 552 000	164 011 429	765 941 508
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	2 034 553		942 481	1 092 072
Réserves financières et fonds réservés	10	2 525 282	855 113	3 131 760	248 635
Fonds d'amortissement	11	20 905 982	6 501 000	19 759 000	7 647 982
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	195 144 800	20 278 595	14 550 822	200 872 573
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	459 020 349	95 244 787	110 558 972	443 706 164
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	679 630 966	122 879 495	148 943 035	653 567 426
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 000 873	22 601 550	1 453 269	27 149 154
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	6 000 873	22 601 550	1 453 269	27 149 154
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	6 000 873	22 601 550	1 453 269	27 149 154
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	74 208 281	20 966 860	13 880 271	81 294 870
Autres	23	1 455 787		(265 146)	1 720 933
	24	2 105 030	104 095		2 209 125
	25	83 769 971	43 672 505	15 068 394	112 374 082
	26	763 400 937	166 552 000	164 011 429	765 941 508
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	763 400 937	166 552 000	164 011 429	765 941 508

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	390 200	363 188	358 238
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	58 100	57 454	57 454
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	99 200	98 172	102 094
Santé et bien-être				
Logement social	16	4 079 300	4 039 562	4 041 400
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	118 900	117 628	157 269
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	608 200	601 881	625 272
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	1 690 100	1 672 542	1 664 832
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 044 000	6 950 427	6 949 105

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	364,00	33,75	37 950 991	18 224 945	56 175 936
Professionnels	2	229,00	33,75	23 743 113	6 622 516	30 365 629
Cols blancs	3	1 040,00	33,00	45 651 872	20 244 656	65 896 528
Cols bleus	4	664,00	40,00	46 514 130	14 719 273	61 233 403
Policiers	5	532,00	35,00	56 838 784	25 912 645	82 751 429
Pompiers	6	262,00	42,00	23 254 339	8 731 556	31 985 895
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	3 091,00		233 953 229	94 455 591	328 408 820
Élus	9	22,00		1 554 911	613 790	2 168 701
	10	3 113,00		235 508 140	95 069 381	330 577 521

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	889 738		12 057 234	12 946 972
Réseau de distribution de l'eau potable	13	3 098 512	2 009 847	4 848 917	9 957 276
Traitement des eaux usées	14	511 793	541 969	1 329 527	2 383 289
Réseaux d'égout	15	1 567 154	4 427 132	11 057 515	17 051 801
Autres	16	38 877 255	4 005 307	9 709 654	52 592 216
	17	44 944 452	10 984 255	39 002 847	94 931 554

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	8 893 600	27	555 838	53	9 449 438	79	296 809	105	9 152 629	131	755 860
Évaluation	2	10 633 576	28	136 106	54	10 769 682	80	120 855	106	10 648 827	132	2 608 567
Autres	3	60 338 509	29	5 766 694	55	66 105 203	81	1 987 783	107	64 117 420	133	5 343 259
	4	79 865 685	30	6 458 638	56	86 324 323	82	2 405 447	108	83 918 876	134	8 707 686
Sécurité publique												
Police	5	112 660 998	31	3 082 643	57	115 743 641	83	1 259 598	109	114 484 043	135	10 956 745
Sécurité incendie	6	38 568 385	32	1 658 782	58	40 227 167	84	53 747	110	40 173 420	136	4 118 873
Sécurité civile	7	286 306	33	85 215	59	371 521	85		111	371 521	137	15 734
Autres	8	2 287 952	34	16 346	60	2 304 298	86		112	2 304 298	138	66 728
	9	153 803 641	35	4 842 986	61	158 646 627	87	1 313 345	113	157 333 282	139	15 158 080
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	33 518 897	36	33 550 268	62	67 069 165	88	236 859	114	66 832 306	140	10 251 044
Enlèvement de la neige	11	56 964 407	37	840 443	63	57 804 850	89	424 870	115	57 379 980	141	1 378 535
Autres	12	10 383 943	38	5 188 296	64	15 572 239	90		116	15 572 239	142	862 061
Transport collectif	13	59 558 590	39		65	59 558 590	91		117	59 558 590	143	53 948
Autres	14	57 454	40		66	57 454	92		118	57 454	144	52
	15	160 483 291	41	39 579 007	67	200 062 298	93	661 729	119	199 400 569	145	12 545 640
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	13 154 515	42	5 218 150	68	18 372 665	94		120	18 372 665	146	2 219 409
Traitement des eaux usées	17	10 507 115	43	11 529 370	69	22 036 485	95		121	22 036 485	147	3 110 985
Réseaux d'égout	18	17 828 233	44	5 525 030	70	23 353 263	96		122	23 353 263	148	3 192 284
Autres	19	11 224 427	45	20 729 465	71	31 953 892	97	6 881	123	31 947 011	149	5 091 764
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	23 530 778	46	14 574	72	23 545 352	98		124	23 545 352	150	195 446
Matières recyclables	21	10 023 126	47	675 956	73	10 699 082	99	380 565	125	10 318 517	151	262 585
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	3 248 945	50	534 028	76	3 782 973	102		128	3 782 973	154	734 964
Autres	25	5 066 053	51	627 307	77	5 693 360	103	5 665	129	5 687 695	155	306 100
	26	94 583 192	52	44 853 880	78	139 437 072	104	393 111	130	139 043 961	156	15 113 537

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	4 377 356	172		187	4 377 356	202		217	4 377 356	232	26 316
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	1 490 735	174		189	1 490 735	204		219	1 490 735	234	91 129
	160	5 868 091	175		190	5 868 091	205		220	5 868 091	235	117 445
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	10 284 469	176	114 009	191	10 398 478	206	213 439	221	10 185 039	236	1 078 766
Rénovation urbaine	162	316 790	177	6 809	192	323 599	207		222	323 599	237	129 338
Promotion et développement économique	163	10 602 682	178	4 123	193	10 606 805	208		223	10 606 805	238	437 394
Autres	164	13 315	179		194	13 315	209		224	13 315	239	31
	165	21 217 256	180	124 941	195	21 342 197	210	213 439	225	21 128 758	240	1 645 529
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	43 885 805	181	9 458 867	196	53 344 672	211	2 670 701	226	50 673 971	241	4 084 570
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	18 649 114	182	644 656	197	19 293 770	212	25 742	227	19 268 028	242	1 093 962
Autres	168	7 823 283	183	1 142 244	198	8 965 527	213		228	8 965 527	243	306 264
	169	70 358 202	184	11 245 767	199	81 603 969	214	2 696 443	229	78 907 526	244	5 484 796
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	586 179 358	186	107 105 219	201	693 284 577	216	7 683 514	231	685 601 063	246	58 772 713

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	664 638	433 092
Charges sociales	2	162 695	93 661
Biens et services	3	150 005 483	242 457 701
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	150 832 816	242 984 454

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	99 769 287	146 253 374
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(2 922 900)
Solde redressé au début de l'exercice	3	99 769 287	143 330 474
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	17 105 849	42 270 323
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(100 000)	
Activités d'investissement	6	400 000	(83 083 750)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(12 310 700)	(4 700 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	373 580	501 160
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	5 925 858	1 451 080
	11	11 394 587	(43 561 187)
Solde à la fin de l'exercice	12	111 163 874	99 769 287
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	7 945 971	7 481 221
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 945 971	7 481 221
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(5 642 481)	(4 235 250)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	12 310 700	4 700 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	6 668 219	464 750
Solde à la fin de l'exercice	22	14 614 190	7 945 971
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	262 887 293	239 971 864
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(14 403 982)
Solde redressé au début de l'exercice	25	262 887 293	225 567 882
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	45 631 657	54 428 973
Activités d'investissement	27	(12 440 317)	(17 026 302)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(373 580)	(501 160)
Financement des investissements en cours	29	12 118	417 900
	30	32 829 878	37 319 411
Solde à la fin de l'exercice	31	295 717 171	262 887 293

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(147 072 042)	(144 513 172)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(55 758 633)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(202 830 675)	(144 513 172)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(18 483 800)	(3 910 465)
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	(5 102 800)	(3 885 300)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	(23 586 600)	(7 795 765)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(2 710 078)	()
	43	(26 296 678)	(7 795 765)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	4 264 680	5 236 895
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	4 264 680	5 236 895
Solde à la fin de l'exercice	47	(224 862 673)	(147 072 042)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(49 769 404)	(76 147 271)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(49 769 404)	(76 147 271)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	18 911 652	28 246 847
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(5 925 858)	(1 451 080)
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(12 118)	(417 900)
	55	12 973 676	26 377 867
Solde à la fin de l'exercice	56	(36 795 728)	(49 769 404)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	1 461 449 661	1 359 538 357
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	55 758 633	(30 997 271)
Solde redressé au début de l'exercice	59	1 517 208 294	1 328 541 086
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60	(13 258 000)	6 502 000
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	55 440 551	126 406 575
Solde à la fin de l'exercice	63	1 559 390 845	1 461 449 661

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>10 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u>10 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>10 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre			
				Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	6 475 540	2	3	4	5	373 580	6	127 500	7	5 974 460
Montant réservé pour le service de la dette	8	470 700	9	10	11	12	470 700	13	(127 500)	14	127 500
	15	6 946 240	16	17	18	19	844 280	20	0	21	6 101 960

**RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Évaluation foncière
(en milliers de dollars)**

	Au 31 décembre			
	2013	2012	2011	2010
Propriétés				
Imposables (1)	46 692 088	39 317 999	38 695 659	37 984 762
Non imposables (2)	2 960 530	2 618 788	2 577 422	2 512 301
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	49 652 618	41 936 787	41 273 081	40 497 063
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Proportion médiane de la valeur réelle (%)				
Rôle d'évaluation foncière	100,0	90,0	96,0	100,0

(1) La Ville de Laval dépose un rôle triennal d'évaluation.

(2) Les propriétés exemptées sont constituées en majorité d'écoles, d'hôpitaux, d'édifices utilisés à des fins de services sociaux et de santé communautaire, d'édifices des gouvernements fédéral et provincial, pour lesquels la Ville de Laval a imposé 18 272 400 \$ au cours de l'exercice 2013 en compensations tenant lieu de taxes ou pour services municipaux.

**Catégories de propriétés imposables
(en milliers de dollars)**

	Au 31 décembre			
	2013	2012	2011	2010
Résidentielles	38 778 637	32 403 695	31 844 504	31 131 073
Industries manufacturières	1 023 303	997 907	1 000 240	1 053 510
Transports, communications et services publics	221 972	177 676	166 370	158 549
Commerciales	3 347 200	2 883 456	2 814 100	2 743 965
Services	1 945 720	1 683 498	1 643 232	1 607 820
Culturelles, récréatives et de loisirs	146 246	127 851	130 656	125 965
Production et extraction de richesses naturelles	233 296	177 064	181 072	177 296
Terrains non exploités et étendues d'eau	995 714	866 852	915 485	986 585
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	46 692 088	39 317 999	38 695 659	37 984 763
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Permis de construction émis

	Exercice financier			
	2013	2012	2011	2010
Nombre				
Permis de construction				
Résidentiel	579	892	975	1 201
Non résidentiel	19	32	29	32
Permis d'amélioration	2 021	2 044	1 959	1 866
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	2 619	2 968	2 963	3 099
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Valeurs (en milliers de dollars)				
Permis de construction				
Résidentiel	362 438	607 825	580 225	612 901
Non résidentiel	74 963	159 555	81 642	50 717
Permis d'amélioration	298 062	224 580	132 182	165 389
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	735 463	991 960	794 049	829 007
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

**RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Population

	Exercice financier			
	2013	2012	2011	2010
Nombre	413 500	408 600 (1)	403 600 (1)	398 667 (1)

(1) Selon l'estimation révisée.

Taux des taxes et tarifications**Taxes**

Les tableaux suivants présentent les taux d'imposition de taxes par cent dollars d'évaluation.

	Exercice financier (1)				
	2014	2013	2012	2011	2010
Taux de la taxe foncière générale					
Taux de base	0,759	0,791	0,841	0,874	0,915
Immeubles non résidentiels	3,102	3,131	3,247	3,302	3,355
Immeubles six (6) logements et plus	0,869	0,897	0,959	0,980	1,007
Terrains vagues desservis	1,518	1,582	1,682	1,748	1,830
Terrains vagues non desservis	0,759	0,791	0,421		

**Taux de la taxe foncière spéciale
infrastructures d'eau potable et usée**

Taux de base	0,026	0,038	0,038	0,038	0,038
Immeubles non résidentiels	0,079	0,111	0,111	0,111	0,111
Immeubles six (6) logements et plus	0,027	0,039	0,039	0,039	0,039
Terrains vagues desservis	0,052	0,076	0,076	0,076	0,076

Tarifications du transport régional (en dollars)

Par logement	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00
Par local au mètre carré	1,51	1,51	1,51	1,51	1,51
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés) (min.: 40 \$ - max.: 740 \$)	2,15	2,15	2,15	2,15	2,15

Tarifications des services de l'eau (en dollars)

Par logement et/ou local	279	279	279	279	279
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés) (min.: 40 \$ - max.: 550 \$)	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50

(1) La Ville de Laval dépose un rôle triennal d'évaluation et toute variation d'évaluation résultant de l'entrée en vigueur de ce rôle est répartie de façon égale sur les années couvertes.

**ENDETTEMENT NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Ville de Laval		
Dette à long terme	700 005 732	700 770 761
Montants accumulés aux fonds réservés		
Amortissement	(7 769 117)	(22 960 564)
Solde disponible de règlements d'emprunts fermés	(127 500)	(470 700)
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Débiteurs	(16 736 204)	(1 129 322)
Revenus futurs découlant d'ententes conclues	(51 259 888)	(42 911 623)
Surplus accumulé affecté	(1 092 072)	(2 034 553)
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	(3 809 935)	(4 186 673)
Autres	(2 999 158)	(4 399 175)
	616 211 858	622 678 151
Dépenses à financer à long terme	86 390 200	97 977 028
	702 602 058	720 655 179
Recouvrement par taxation riveraine	(210 892 812)	(223 427 262)
Récupération potentielle		
Déficit de solvabilité	(54 240 352)	(54 240 352)
Autres	(3 270 300)	(3 397 800)
	434 198 594	439 589 765
Organismes contrôlés		
Société de transport de Laval	18 291 855	18 447 666
Autres	2 475 843	2 740 989
	20 767 698	21 188 655
Endettement net à long terme consolidé à l'ensemble des citoyens	454 966 292	460 778 420
Ratio d'endettement net à long terme (en dollars) per capita à l'ensemble des citoyens - Ville de Laval	1 050	1 076
Ratio d'endettement net à long terme consolidé (en dollars) per capita à l'ensemble des citoyens	1 100	1 128

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	4 564 544 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	2 605 172 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	551 511 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1 PI du Souvenir, CP 422 Succ.St-Martin
(no) (rue)
Laval H7V 3Z4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-6888 5703
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799
(ind. rég.) (numéro)

Courriel s/o

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvie Monette, CPA, CA

Téléphone (450) 978-6888 5703
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799
(ind. rég.) (numéro)

Courriel s.monette@ville.laval.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Daniel Cyr /Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Associé

Adresse 2540, boul. Daniel-Johnson, Bureau 210
(no) (rue)
Laval H7T 2S3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-3500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 382-4984
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dcyr@deloitte.ca

Responsable du dossier Daniel Cyr, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Michèle Galipeau, CPA, CA

Titre Vérificateur général

Adresse 1200, boul. Chomedey, bur. 500
(no) (rue)
C.P. 422 Succ. Saint-Martin, Laval H7V 3Z4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-6888 8713
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 680-2866
(ind. rég.) (numéro)

Courriel m.galipeau@ville.laval.qc.ca

